

MINISTÈRE CHARGÉ  
DE L'AVIATION CIVILE  
Chambre de commerce  
et d'industrie des Ardennes

**Convention de concession du 9 novembre 2001 pour la construction, l'entretien et l'exploitation de l'aérodrome de Charleville-Mézières-Belval**

NOR : *EQUA0110227X*

Conformément à l'article 1.2 du cahier des charges, une convention de concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation de l'aérodrome de Charleville-Mézières-Belval est conclue entre :

- d'une part, le ministre chargé de l'aviation civile, agissant au nom de l'Etat et dénommé dans les divers actes de la concession « autorité concédante » ;
- d'autre part, la chambre de commerce et d'industrie des Ardennes représentée par M. Latour (Yves), son président, et dénommée dans les divers actes de la concession « concessionnaire ».

TITRE I<sup>er</sup>  
**OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION**

Article 1<sup>er</sup>  
*Situation administrative de la concession*

La situation administrative de la concession est décrite dans l'annexe I à la présente convention.

Article 2  
*Assiette de la concession*

Les listes des biens de retour, des biens de reprise et des biens propres prévues à l'article 4 du cahier des charges composent l'annexe II, complétée d'un plan parcellaire de la concession distinguant par des couleurs distinctes les terrains, ouvrages et installations concédés de ceux qui ne le sont pas.

Article 3  
*Contrats transférés au concessionnaire*

La liste des contrats et engagements pour lesquels le concessionnaire est subrogé au précédent occupant-gestionnaire conformément aux dispositions de l'article 6 du cahier des charges, figure dans l'annexe III.

Article 4

Pour mémoire.

Article 5  
*Plan à cinq ans*

Le concessionnaire est tenu d'établir en concertation avec l'autorité concédante, un plan à cinq ans destiné à définir et proposer :

- le contexte et la situation présente du ou des aérodromes de la concession ;
- les objectifs généraux de développement ;
- les objectifs de qualité de service ;
- divers objectifs financiers et de performance et notamment les volumes annuels maximaux d'emprunts nouveaux liés à ces objectifs ;
- la liste des principaux investissements envisagés.

TITRE II  
**ÉQUIPEMENT ET EXPLOITATION**

Article 6  
*Dossiers d'investissement*

Dès lors que le concessionnaire envisage la réalisation d'un projet excédant un million de francs, un dossier

d'investissement doit être transmis pour approbation à l'autorité concédante conformément aux dispositions de l'article 10 du cahier des charges.

#### Article 7

##### *Exécution des tâches aéronautiques*

Sous réserve de dispositions spécifiques prévues à l'article 16 de la présente convention de concession, les modalités d'exécution et de financement des tâches et services prévus aux articles 15, 16 et 22 du cahier des charges sont définies de la façon suivante :

1. Dans le cadre de la présente concession, l'autorité concédante n'exécute pas le service du contrôle d'aérodrome.

Conformément à l'article 15 du cahier des charges, le concessionnaire exécute et finance le service d'information de vol d'aérodrome (service AFIS) dans les conditions suivantes : du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

2. La répartition matérielle et financière des tâches aéronautiques entre l'autorité concédante et le concessionnaire s'effectue selon les dispositions prévues dans les articles 22-I et 22-II du cahier des charges.

#### Article 8

##### *Exécution des tâches de sécurité*

Pour l'exécution des tâches de sécurité incendie et sauvetage et de prévention du péril aviaire, l'autorité concédante apporte au concessionnaire la contribution suivante :

a) L'Etat peut fournir des moyens en matériel ou en personnel au concessionnaire. Le cas échéant, les matériels sont incorporés à la concession au titre des biens de retour ;

b) L'Etat, dans les conditions prévues par l'article 1609 *quatervicies* du code général des impôts, fixe le tarif de la taxe d'aéroport perçue au profit du concessionnaire et assure le recouvrement et le contrôle de cette taxe ; il peut accorder des subventions au concessionnaire, dans les conditions prévues à l'article 46 de la loi de finances pour 1995 (n° 94-1162 du 29 décembre 1994) modifié.

#### Article 9

##### *Exécution des tâches de sûreté*

Dans le cadre de la présente concession, jusqu'à l'expiration de celle-ci, le concessionnaire exécute les missions suivantes, conformément aux dispositions de l'article 23-2 du cahier des charges, dans le respect des textes en vigueur :

– sur instruction de l'Etat intervenant avec un préavis raisonnable, le contrôle des passagers et des bagages à main, dans le cadre d'un dispositif adapté au niveau du trafic de l'aérodrome ;

– le contrôle des bagages de soute des passagers selon les modalités suivantes :

a) Dans les aérogares ou parties d'aérogares non encore dotées d'un dispositif définitif de contrôle, le concessionnaire assure les contrôles des bagages de soute à un taux aussi élevé que possible qui ne sera jamais inférieur à taux moyen de 25 % ;

– la surveillance des accès à la zone réservée de l'aérodrome et la vérification du port du titre de circulation autorisant la personnes dans ladite zone.

L'Etat contribue à ces activités sous la forme suivante :

– l'Etat peut fournir certains équipements nécessaires à la bonne exécution du service de contrôle d'accès ; ceux-ci sont incorporés à la concession au titre des biens de retour ;

– l'Etat peut participer aux tâches de gestion et de fabrication des titres d'accès ; les modalités de cette participation sont alors précisées dans un protocole ;

– l'Etat, dans les conditions prévues par l'article 1609 *quatervicies* du code général des impôts, fixe le tarif de la taxe d'aéroport perçue au profit du concessionnaire et assure le recouvrement et le contrôle de cette taxe ; il peut accorder des subventions au concessionnaire dans les conditions prévues à l'article 46 de la loi de finances pour 1995 (n° 94-1162 du 29 décembre 1994) modifié.

#### Article 10

##### *Renseignements statistiques*

Le concessionnaire fournit à l'autorité concédante un état statistique dans les domaines suivants :

– trafic ;

– exploitation ;

– environnement.

#### TITRE III

#### **RÉGIME FINANCIER**

#### Article 11

##### *Taux des redevances perçues par le concessionnaire*

1. Les taux des redevances prévus à l'article R. 224-2 du code de l'aviation civile applicables à la date de signature de la présente convention de concession ont les valeurs suivantes (voir annexe).

2. Les taux des redevances mentionnés au 1 ci-dessus évoluent dans les conditions fixées par l'article R. 224-2 du code de l'aviation civile.

Article 12  
*Redevance domaniale*

Le concessionnaire verse à la caisse du receveur local des impôts de Charleville-Mézières une redevance annuelle due au titre de son occupation des terrains concédés.

Le premier terme d'un montant de 1 000 F sera payé dans le mois qui suit la publication de l'arrêté approuvant la présente convention de concession.

Les autres termes seront versés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et réévalués suivant l'évolution de l'indice national INSEE du coût de la construction, le montant exigible étant arrêté par le directeur des services fiscaux des Ardennes sur proposition du directeur de l'aviation civile nord-est.

Article 13  
*Fixation du montant de l'indemnité compensatoire*

La valeur du paramètre x, prévu à l'article 50.2 du cahier des charges est égale à cinq.

TITRE IV  
**DURÉE DE LA CONCESSION**

Article 14  
*Durée*

La durée de la concession est fixée à cinq ans, à compter de la date de publication de l'arrêté interministériel approuvant le cahier des charges et la présente convention de concession au *Journal officiel* de la République française.

TITRE V  
**CLAUSES DIVERSES**

Article 15  
*Droit préférentiel du concessionnaire*

Conformément aux dispositions de l'article 52 du cahier des charges, le concessionnaire bénéficie d'un droit préférentiel pour soumettre une offre à l'autorité concédante dans les limites territoriales de l'organisme ou de la collectivité concessionnaire.

Article 16

Pour mémoire.

Article 17  
*Election de domicile*

Le concessionnaire fait élection de domicile à l'adresse suivante : 18 A, avenue Georges-Corneau, BP 389, 08106 Charleville-Mézières Cedex.

Article 18  
*Protocoles annexés à la convention de concession*

La liste des protocoles prévue à l'article 1<sup>er</sup> du cahier des charges figure dans l'annexe IV.

Article 19  
*Frais d'impression et de publication des actes de concession*

Les frais d'impression, de publication au *Journal officiel* de la République Française, de timbre, d'enregistrement de la présente convention, du cahier des charges et des documents annexes sont à la charge du concessionnaire.

Article 20  
*Entrée en vigueur de la concession*

La présente convention et le cahier des charges portant concession de l'aérodrome de Charleville-Mézières-Belval à la chambre de commerce et d'industrie des Ardennes entreront en application à compter de la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté interministériel d'approbation des documents précités.

*Le ministre de l'équipement  
des transports et du  
logement  
chargé de l'aviation civile,  
C. Azam*

*Le président de la chambre de  
commerce  
et d'industrie des Ardennes,  
Y. Latour*